

TRIBUNAL DE POLICE
de RUHENGRI

Registre des affaires jugées
N° 87

Registre d'écrou :

DOSSIER JUDICIAIRE.

PRÉVENUS: SERUBIBI

PRÉVENTIONS: Détournement étoffes.- art. 95. C.P. L. II.-

TÉMOINS :



Jugement du 3 - 3 - 1982

Demande de révision du :

PEINES.

S. P. P. : 4 mois

FRAIS : 21 Frs.

Delai : 4 mois

C. P. C. : 2 fois.

AMENDE : 300 Frs.

Delai : 4 mois

S. P. S. : 1 mois

DOMAGES - INTERETS : Frs.

Delai :

C. P. C. :

Mandat d'.....

EXÉCUTION.

Entré en détention le 3 - 3 - 1982

Sorti le

Payé le.....quittance n°.....

Entré le

Sorti le

Payé le.....quittance n°.....

Entré le

Sorti le

Payé le.....quittance n°.....

Entré le

Sorti le

Kigali, le 2 Juillet 1952.-

N° 2336
D. 70/8.-
OBJET:

JUGEMENTS DE POLICE --
OBSERVATIONS.-

1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952
Monsieur le Juge de Police,

J'ai l'honneur de vous retourner sous ce pli, pour
classement dans vos archives, les jugements rendus par vous
au cours du mois de mars 1952.-

Ces jugements n'ont pas été examinés.-

Pour le SUBSTITUT DU PROCUREUR DU ROI,
CH. BACHA, en congé,
LE PROCUREUR DU PARQUET,
V. BOWARD.-

MONSIEUR LE JUGE DE POLICE
GAUPIN à

R U H E N G E R I .-
=====

Territoire

du RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI

GEWEST

N°

Rappeler dans la réponse la date et le numéro.

In het antwoord vermelden :
nummer en dagtekening.

Réponse au n°

Antwoord op n°

du 19

van

..... ANNEXE
..... Bijlage

OBJET :
Voorwerp

....., le
..... de

Ventes de Rentes - Ventes
Rentes de Rentes
Ventes de Rentes.

Ventes de Rentes 462

Ventes de Rentes de Rentes de
Procureur du Roi, - Rentes, les jugements
de Rentes rendus au cours des Rentes,
jugements 87 et 88, Rentes de Rentes.

Recherches, le 31 mars 462
le juge de Rentes,
R. GAUDIN
Gaudin

Feuille d'audience et de jugement

Nous soussigné G. A. U. P. I. N., Raymond.....

siégeant comme Juge de Police en séance publique à Ruhengeri.....

le troisième jour du mois de mars 1900 cinquante deux.....

en cause du (des) nommé SERUPIPI, Abel, fils de Ntereye (+) et de Nyirabutshe (e.v)
originaire de Ruhengeri, Chefferie Mulera, territoire de Ruhengeri, y résidant,
profession capita - ambulant au service du Sieur DHANANI à Ruhengeri.....

prévenu de : avoir le 29 février 1952, étant dans le territoire de Ruhengeri,
~~constitué~~ frauduleusement au préjudice du Sieur DHANANI, son employeur, des
étoffes d'une valeur globale de mille sept cent francs et qui lui avaient été
remises à la condition d'en faire un usage déterminé en l'occurrence revendre ces
étoffes pour le Sieur DHANANI infraction prévue et punie par Art. 95. C.P.L.II.-

Vu la comparution volontaire du (des) prévenu, lequel (lesquels) se trouvent en état d'arrestation
~~préventive depuis le~~ COMPARAIT le Sieur DHANANI, ABDUBRASSOL, Alibhai fils de ALIBHAI(+)
et de JIRAI SAMJI (e.v.) né à NAIROBI le 24/II/1921, Sujet britannique, commerçant
à Ruhengeri, domicilié à Masaka, résidant à Ruhengeri, immatriculé à Ruhengeri
le 4 juillet 1941, inscrit sous le n° 24, F° 61, Vol. I. qui après avoir prêté
serment, déclare ce qui suit: (comparaît seul)
D: Je porte plainte à charge du nommé SERUBIBI, capita ambulant à mon service
pour abus de confiance. Ce dernier avait reçu au début de l'année des étoffes
~~Comparait~~ représentant une valeur globale de 2057 francs. Il touchait un salaire
mensuel de 357 francs. Comme commerçant ambulant à mon service et devait revendre
les étoffes reçues dans mon magasin. Le 29 février 1952, un de mes travailleurs
vient me prévenir que SERUPIBI voulait prendre la fuite vers Kisenyi. Je me suis
rendu de suite vers sa hutte et je l'arrêtai au moment où il voulut rejoindre sa
famille qui était déjà partie auparavant.- Il a reconnu de suite qu'il n'avait
plus d'argent. En déduisant son salaire du mois de février, Serubibi me doit encore
1700 francs.-

Le déclarant.-

Dhanani

COMPARAIT, SERURIBI, préqualifié, qui répond comme suit à nos questions:
(comparait seul)

Q. Reconnaissez-vous avoir reçu du Sieur DHANANI un lot d'étoffes d'une valeur de 2057 frs?

R. Oui je le reconnais.

Q. Le Sieur DHANANI vous avait remis ces étoffes afin que vous les vendiez et que vous lui remettiez par après l'argent?

R. Oui.

Q. A ce moment vous devez 1.700 ffs au Sieur DHANANI?

R. Oui.

Q. Ou est cette somme ou éventuellement les étoffes?

R. Je n'ai plus rien chez moi, j'ai tout vendu.

Q. Qu'avez-vous fait avec l'argent provenant de la vente des étoffes?

R. Je ne le sais pas. Je ne possède plus rien.

Le déclarant.-

Seruribi

Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu a ~~détourné~~ frauduleusement au profit du Sieur DHANANI, un ballot d'étoffes d'une valeur de 1700 frs qui lui avait été remis à la condition de les revendre au profit de son employeur;

Attendu que le prévenu a été surpris au moment qu'il voulait prendre la fuite;

Attendu que le prévenu reconnaît avoir soustrait la somme de: 1700 frs provenant de la vente de ces étoffes;

Attendu qu'il y a lieu d'être sévère;

Attendu que le Sieur DHANANI a été lésé d'une somme de: 1700 ffs;

Attendu qu'il s'agit d'un abus de confiance; infraction prévue et punie par l'art. 95 C.P. Livre II;

Renvoyons des poursuites du chef de

Condamnons le nommé SERUPIBI, du Chef d'abus de confiance à quatre mois
de servitude pénale principale.

Soit au total à quatre mois jour de servitude pénale — à une
amende de frs trois cents francs ou en cas de non paiement dans le
délai de 4 mois jours à une S. P. S. de I mois jours.

Condamnons aux frais du procès taxés à
frs : 21 et déclarons ceux-ci récupérables, à défaut de paiement dans le délai
de 4 mois jours, par la voie de la contrainte par corps ; fixons la
durée de celle-ci à 2 jours.

Prononçons la confiscation de

Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, **condamnons** le prévenu SERUPIBI
à verser au sieur DHANANI la somme de mille sept cents francs.
à et
faute de s'exécuter dans le délai de 4 mois déclarons ceux-ci

récupérables par la voie contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à I mois jours.

Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se sous-
traire à l'exécution du présent jugement ordonnons son leur) arrestation immédiate.

Calcul des frais :

P. V. Off. de P. J. Frs :

Feuille d'audience. Frs : 8

Jugement. Frs : 13

Total : Frs : 21

Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri, le 3 mars 1952.

Le Juge de Police,

R. GAUPIN.-

Jaun

ATTESTATION DE LA REMISE DU CONDAMNÉ

L'an mil neuf cent cinquante deux, le troisième jour du mois de Mars

Le soussigné, gardien de la prison de Ruhengeri

déclare que le nommé SERUBIBI

a été déposé en la dite prison et que son entrée a été inscrite au registre d'écrou, sous le N° 5625

Date d'incarcération 3/3/52

Le Gardien,

Date de sortie : fin de S. P. P. 1/7/52

fin de S. P. S. 31/7/52

fin de C. P. C. 2/8/52

C.P.C. 1/9/52

